

Pour en finir avec le Prisonnier Politique

Cela fait quelques années que l'on voit réapparaître le terme de « prisonnier politique ». Un terme que l'on croyait disparu depuis plusieurs décennies, du moins dans les sphères antiautoritaires.

Un terme devenu la chasse gardée des diverses sectes marxistes ou maoïstes, d'Amnesty International ou des opposants politiques bourgeois à des régimes autoritaires comme la Russie, la Birmanie ou l'Iran ; ou encore dans le cadre des luttes dites de « libération » nationale, du Pays Basque au Kurdistan en passant par la Palestine ; mais aussi à l'extrême-droite. C'est en partie pourquoi nous nous inquiétons de voir refleurir ce terme ici ou là, dans la bouche de compagnons à travers le monde. Et si nous désirons en finir aujourd'hui et pour toujours avec ce terme, ce n'est pas uniquement parce qu'il va à l'encontre de toutes nos perspectives antipolitiques, contre tous ceux qui veulent nous gérer, nous représenter et nous dominer à travers l'arme de la politique. C'est aussi parce qu'il y a derrière cette résurgence la conséquence malsaine, consciente ou inconsciente, de créer des distinctions entre les prisonniers en ne se basant que sur les « crimes » qu'ils sont accusés d'avoir commis par l'Etat, avec la loupe de son code pénal. Cela crée une hiérarchie selon la vertu supposée des actes incriminés, entre ceux qui méritent le plus d'être libérés ou soutenus, et les autres. Réduisant au néant toute la critique anticarcérale séculaire des anarchistes et antiautoritaires. Ainsi, il s'agit de n'exprimer sa solidarité qu'à des prisonniers incarcérés à cause de leurs idées, au détriment du reste de la population carcérale, complètement oubliée ou juste utilisée pour valider un discours sur son dos.



Qui sur cette photo est un prisonnier politique ?

Mais un prisonnier politique, c'est quoi au juste ? Voyons du côté de la domination : pour le Conseil de l'Europe par exemple, un détenu doit être considéré comme un prisonnier politique si la détention a été imposée en violation de l'une des garanties fondamentales énoncées dans la *Convention européenne des Droits de l'Homme*, en particulier « la liberté de pensée, de conscience et de religion, la liberté d'expression et d'information et la liberté de réunion et d'association ». Mais aussi si la détention a été imposée pour des raisons purement politiques sans rapport avec une infraction quelle qu'elle soit. Mais ce genre de palabres démocratiques concernent-elles des anarchistes ?

Pour être clairs, nous affirmons que la plupart des incarcérations, aujourd'hui comme toujours, sont bien plus liées à des contextes et des raisons politiques qu'à des infractions précises. Car même si dans un procès les accusations sont presque toujours appuyées sur des faits, ce sont bel et bien l'Etat et son système judiciaire qui décident dans quelle mesure réprimer tel ou tel acte spécifique, telle ou telle partie de la population. Car la répression de tous les actes dits « illégaux » est clairement impossible techniquement. Que ce soit en raison du trop grand nombre de lois, des effectifs policiers et autres raisons techniques, ou politiquement, car la tolérance zéro engendrerait des risques de révolte accrus. La répression de l'illégalité (dont l'incarcération est un des moyens) obéit donc à une stratégie et un agenda politique.



N'incarcère-t-on pas pour faire monter ou baisser des chiffres qui serviront aux ambitions électorales de politiciens, pour démontrer un discours ou pour jeter de la poudre aux yeux ? N'incarcère-t-on pas principalement des indésirables que l'on ne souhaite pas voir ailleurs dans la société, des indésirables qui sont la plupart du temps confrontés aux institutions répressives en raison de leur pauvreté et donc de leur incapacité à se défendre avec les outils que la justice prétend leur « garantir », comme des avocats qui ne travaillent que quand on les paye cher ou des garanties de représentation, un luxe pour la plupart des détenus. Tout est fait pour que les prisons soient remplies de pauvres, et elles le sont à n'en pas douter.

Alors si la justice ne peut être qu'une justice de la bourgeoisie contre les pauvres indociles (ou non), une justice de classe, alors quel prisonnier n'est pas un prisonnier politique ? Si la prison a de réelles fonctions politiques et sociales, comme le maintien de l'ordre et la paix sociale, alors quel prisonnier n'est pas un prisonnier politique ? Pour le dire plus simplement, la prison étant un outil politique, alors tous les prisonniers sont des prisonniers politiques. Et dans ce cas là, autant jeter ce terme dans les oubliettes de la politique, justement. Car elle n'est pas chose que nous revendiquons, mais chose que nous voulons détruire jusqu'à sa dernière manifestation.

De plus, on peut questionner également ce terme sur ses aspects « innocentistes ». En effet, il est souvent utilisé pour qualifier le caractère « injuste » d'une incarcération, comme souvent avec Mumia Abu-Jamal, Georges Ibrahim Abdallah ou les Pussy Riot, pour utiliser des exemples parmi les plus célèbres ou médiatiques aujourd'hui. Cela se manifeste souvent par cette insistance à vouloir démontrer que l'on est « innocent » puisqu'enfermé uniquement pour ses idées : réclamer un statut de prisonnier politique revient à réclamer la liberté d'expression (ou son respect dans les pays où elle est déjà officiellement et théoriquement reconnue). Avec l'effet pervers de justifier par ailleurs l'incarcération pour de « vrais » délits ne relevant pas de cette liberté d'expression. Dans le cas où les prisonniers ont de toute évidence commis les actes dont ils sont accusés et les reconnaissent, les définir comme « prisonniers politiques » revient à vouloir prouver que ces actes n'étaient qu'une réponse à des lois « injustes » ou « illégitimes », comme si certaines autres étaient « justes » et « légitimes » (celles pour lesquelles sont enfermés les autres prisonniers). Finalement, dans les deux cas il s'agit d'affirmer leur innocence en les rendant irresponsables, d'une manière ou d'une autre, ou en essayant de rendre leurs actes légitimes aux yeux de l'ennemi. Une démarche qui ne conviendrait pas, par exemple, pour des braqueurs, et qui de toute façon n'a rien d'anti-carcérale ou de révolutionnaire. Qu'il s'agisse de réclamer la « liberté d'expression » ou de protester contre l'« injustice » d'une loi, ces deux manœuvres ne sont que des demandes à l'Etat visant à le réformer, améliorant ainsi sa domination sur nos vies.

En tant qu'anarchistes, nous ne souhaitons pas entrer dans un débat politique (avec ou sans le pouvoir) pour définir ce qui est moralement juste et vertueux et ce qui ne l'est pas. Profanes, nous laissons cela à leur justice et à leurs églises de toutes sortes. La seule chose qui nous intéresse concernant la prison, c'est sa destruction totale et définitive, sans négociation et sans transition. Et ce n'est que par la lutte et la révolte à l'intérieur comme à l'extérieur que nous y arriverons.

Nous ne disons pas ici que tous les prisonniers méritent notre solidarité inconditionnelle. Car nous ne voyons pas la solidarité comme une dette ou un devoir, mais comme une arme de réciprocité dans la guerre contre l'existant. C'est pourquoi notre solidarité va à tous les prisonniers révoltés qui, sans médiations, luttent contre la condition qui leur est faite, sans distinction particulière. Car si nous ne partageons pas la pensée ou les actes de tous les prisonniers, parfois même nous pouvons les mépriser entièrement, il nous faut être clairs sur une chose : nous nous opposons à l'enfermement sous toutes ses formes, et nous ne le souhaitons pas même à nos pires ennemis. Ainsi, la relation que nous entretenons avec le prisonnier révolté est une relation intéressée, car il s'agit d'une rencontre entre des intérêts qui convergent, ceux de la révolte et/ou de l'insurrection. Il n'est pas question de martyrs ou de grands abnégateurs... Il n'est pas question d'altruisme, il n'est question que de compagnons, et donc de complicité, à ne pas confondre avec la charité.

Bien sûr, il est plus facile pour nous de donner notre solidarité à des compagnons qu'à des inconnus sans histoire commune, car les tenants et les aboutissants nous sont plus facilement et rapidement accessibles et identifiables, mais la solidarité ne doit pas faire preuve de fainéantise, elle doit dépasser les frontières identitaires des petits milieux pour s'élargir à tous les prisonniers de la guerre sociale et viser la liberté de tous, sinon cette solidarité n'a rien de révolutionnaire, elle est seulement un signe de reconnaissance

creux entre personnes averties, qui ne vaut pas plus que n'importe quelle autre forme de solidarité communautaire et identitaire.

A partir de là, lorsque nous entendons des révolutionnaires antiautoritaires se déclarer « prisonniers politiques », ou pire encore, en réclamer le statut à l'ennemi, nous déplorons cette façon de se distinguer des autres prisonniers. Quelle volonté derrière sinon de faire valoir l'« illégitimité » de leur incarcération ou de demander à l'ennemi un traitement différencié, des privilèges ou une amnistie ?

Nous comprenons bien l'intérêt qu'il y a à l'intérieur d'être regroupés entre révolutionnaires, le quotidien y est plus fluide et les prisonniers pourraient probablement s'y entendre mieux (mais pourquoi au juste ?). Mais d'un autre côté, est-ce vraiment une bonne idée pour un agitateur révolutionnaire, de se séparer des autres détenus, comme beaucoup le font déjà dehors en s'enfermant dans des modes de vie communautaires, à l'intérieur de centres sociaux et contre-culturels dans des milieux sclérosés de consanguinité ?

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, comme on peut le voir en Grèce ou en Italie, l'État a plutôt tendance à regrouper les prisonniers anarchistes entre eux, séparés des autres détenus. Il s'agit bien d'empêcher leurs idées et leurs pratiques de révolte et de lutte de se répandre parmi la population générale, d'éviter l'infection. Il s'agit d'assurer la paix et l'ordre en séparant ceux qui rassemblés pourraient faire suer encore plus les administrations.

Nous refusons donc cette distinction entre « prisonniers politiques » et « prisonniers de droits communs » car elle devient forcément justification du système carcéral. Parce qu'il n'y a pas de prisonniers politiques, ou alors tous les prisonniers sont politiques, donc aucun.

Solidarité avec les prisonnier/es de la guerre sociale, Liberté pour toutes et tous.

Des anarchistes antipolitiques et antisociaux pour l'infection.

[Extrait de [Des Ruines](#), Revue anarchiste apériodique, Numéro 1, Janvier 2015. Publié également en annexe d'[un recueil](#) sur la lutte contre les prisons de type C en Grèce.]

